

Coopération plutôt que confrontation

MO LAIDLAW (TR. L. T.)

MUNICIPALITÉ DE PONTIAC – Plus de 100 personnes s'entassaient dans le centre communautaire Marcel Lavigne de Luskville pour la rencontre régulière du conseil municipal le 11 mars dernier. Le Comité de revitalisation des berges (CRB), avait invité la population à "exprimer son opposition envers la position du conseil et à exiger qu'ils soient à l'écoute de la population" dans le projet du nouveau centre communautaire de Quyon.

Le maire Roger Larose a gardé son calme. S'exprimant seulement en anglais, il a présenté la position du conseil municipal à l'aide de documents pertinents qui avaient été distribués. "Le conseil municipal n'est pas contre le projet de centre communautaire. C'est seulement que la subvention pour cette infrastructure a été refusée par les Affaires municipales (MARMOT: ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire).

Il a basé sa position sur des correspondances reçues du Programme d'infrastructure Québec-Municipalités (PIQM) du MARMOT. Une lettre du 10 mai 2013 précisait que "afin d'accroître l'équité et la transparence dans l'évaluation et la sélection des projets...le sous-volet 5.1 a été créé pour les centres communautaires, etc. Votre dossier a donc été transféré dans ce nouveau sous-volet. Votre projet ...n'a pas été retenu pour fin d'aide financière... Toutefois, votre demande restera active pour la prochaine période de confirmatin qui aura lieu à l'automne prochain".

Dans la deuxième lettre, en date du 23 octobre 2013, on pouvait lire: "...bien que votre projet ait été jugé admissible, il n'a pas atteint un niveau de priorité jugé suffisant. Pour cette raison, votre demande sera fermée. Nous serons toutefois disposés à évaluer une nouvelle demande pour votre projet dans la mesure où celle-ci comportera de nouveaux éléments qui apporteront une bonification substantielle de celui-ci".

Le maire Larose a fait remarquer que la demande de subvention a été refusée à cause de divergences entre la demande de la municipalité et la réponse du MAMROT. Le budget original était d'au-delà de 2 millions, dont 1,8 million pour la bâtisse et le reste pour les équipements (tables, chaises, cuisine, bar) et les honoraires professionnels. Dans la première lettre, on mentionne la possibilité d'une subvention de 1,2 million et dans la deuxième, 1 492 750\$. (La subvention maximale du MAMROT représente 75% des infrastructures et n'inclut pas les équipements).

Le maire Larose a ajouté que la Municipalité devrait repartir à zéro et déterminer plus précisément les besoins en consultant les résidents: "Tout d'abord, nous tiendrons une assemblée, ensuite nous ferons un sondage et nous prendrons une décision finale. Nous devons "améliorer" notre demande".

Glen Leach a parlé (en anglais seulement) au nom du CRB: "Pourquoi avons-nous besoin d'une nouvelle étude? Comment se fait-il qu'il n'y ait aucun conseiller au comité CRB?". Il a menacé de retirer le montant de 111 000\$ qui a été placé en fiducie.

Pour Bernard Marquis, le nouveau centre communautaire était un rêve: "Et maintenant, nous perdons ce rêve". Le maire Larose a répliqué: " Nous allons le construire, c'est un engagement du conseil. Mais nous devons nous y prendre de la bonne façon".

Malgré tout, le niveau de frustration augmentait dans la salle. À la question que Glen Leach a posé à la salle: "Sommes-nous satisfaits de ce que nous avons entendu ce soir?", la foule a répondu par un "Non!" retentissant.

Bill Hamilton du CRB voulait poser une question mais il n'a pas pu le faire parce qu'il n'avait pas signé le registre et aussi, peut-être, parce que la période de parole au public se prolongeait trop. Barrie Marfleet s'est écrié: "Il est hors d'ordre". Le maire Larose a suggéré à M. Hamilton de poser sa question au cours de la période de parole au public à la fin de la réunion, mais la plupart des membres du public ont quitté la salle avec fracas avant le début de la séance régulière du conseil.

À la fin de la rencontre du conseil, Mme Sheila McCrindle a déclaré que le dossier du centre communautaire n'était pas encore clair pour elle, comme pour plusieurs autres personnes dans la salle "C'est une question qui pourrait causer de la discorde". Elle a suggéré que le maire clarifie la situation dans un document écrit.

Joan Belsher abondait dans le même sens: "L'article à propos de Roger et l'annonce agressive du CRB montrent qu'il y a un manque de communication. Nous devons travailler ensemble, oublier le passé et travailler positivement pour l'avenir".

Jean-Claude Carisse a ajouté qu'il était déçu que toutes les interventions à propos de la "beach barn" aient été en anglais seulement. Le conseiller Amyotte a abondé dans le même sens, ajoutant que, pour un projet comme celui-ci, il est important de rejoindre les interlocuteurs dans les deux langues (d'habitude, les séances du conseil sont bilingues).